

Case Details

Case Details

National ID	II. ÚS 2164/10
État membre	République tchèque
Common Name	link
Decision type	Autre
Decision date	01/11/2011
Jurisdiction	Ústavní soud
Objet	
Demandeur	
Défendeur	
Mots clés	

Directive Articles

Unfair Contract Terms Directive, [Article 3, 3.](#)

Headnote

La clause compromissoire dans un contrat conclu avec un consommateur doit contenir des règles claires et transparentes pour la désignation de l'arbitre. Lorsque l'arbitrage est convenu dans un contrat avec un consommateur, il doit garantir des droits procéduraux comparables à ceux offerts par une procédure judiciaire (déclarations orales, exigence de clarté, instance d'appel, absence d'autres limites à l'exercice du droit du consommateur).

Facts

Par référence à la clause compromissoire un consommateur et un autre demandeur ont présenté le différend à l'arbitre Mgr. K. mais ce dernier a refusé de se prononcer sur le différend, et ils ont par conséquent formé leurs demandes devant le tribunal, qui refusa aussi de se prononcer sur le fondement de l'absence de compétence. Le demandeur ont argumenté que le contrat n'impliquait pas que si l'un des arbitres refusait de se prononcer sur le différend il fallait remettre l'affaire à un autre, conclusion à laquelle tribunal était arrivée. Le demandeur a souligné que les parties étaient expressément convenues de Mgr. K. comme arbitre, qui refusait de se prononcer sur le différend. Il a argumenté qu'il n'était pas possible de se fonder sur une clause compromissoire vague pour désigner de manière ad hoc un autre arbitre. La demande a indiqué que la désignation du second arbitre n'était pas valable et que la cour devrait tenir compte de ceci.

Legal issue

La Cour constitutionnelle a jugé que la clause compromissoire, telle que convenue en l'espèce, était inadmissible car la manière qui manquait de transparence avec laquelle l'arbitre était désigné, qui déciderait uniquement sur les principes de justice, et qui privait le consommateur de son droit à une action en justice, représentaient une violation de son droit à un procès équitable.

Décision

Full Text: [Full Text](#)

Related Cases

No results available

Legal Literature

No results available

Result
